

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Merchier

Prénom : Maurice, Jean-Louis

Institution ou entreprise : Éducation nationale

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Pour un changement radical de cap

Résumé de votre contribution :

Le défi que nous avons à relever dépasse ce que suggère l'emploi de la notion de "soutenabilité". C'est l'ensemble de notre système, de notre modèle de développement qu'il faut remettre en cause, dans sa globalité, car ses dégâts ne se limitent pas à l'écologie, au climatique et au sanitaire, qui de toutes façons s'enracinent au cœur de nos pratiques sociales. Cette contribution répertorie les voies par lesquelles l'humanité est en train de s'auto-détruire, et propose quelques pistes pour les changements indispensables.

Disons-le tout net. Un changement assez radical est indispensable. Et je commencerai par une critique de la façon dont la consultation est proposée. En effet, elle s'articule autour de la notion de « soutenabilité ». La connotation induite est celle de risques, et singulièrement des risques écologiques, climatiques ou sanitaires. Evidemment ils sont réels ; mais ils ne sont pas les seuls, et cette façon d'introduire la discussion tend à occulter les autres dommages qu'engendre notre modèle de développement. Cette crise doit être l'occasion de mettre en cause ce modèle dans sa globalité. En effet, on peut penser – sans grandiloquence – que le monde va à sa perte, même dans l'hypothèse très optimiste dans laquelle les principaux risques habituellement répertoriés seraient plus ou moins conjurés.

Cette orientation vers la catastrophe résulte en fait de la logique intrinsèque de notre système économique et social. C'est la marche normale de nos sociétés, c'est leur développement même qui engendrent leur perte, et pas seulement les risques qu'elle engendre (qui sont naturellement bien réels). Je reprends ici, en les actualisant, des éléments qui sont développés dans l'avant-propos de l'encyclopédie du changement de cap (<https://eccap.fr/>) dont je suis l'auteur.

Si on considère l'état du monde avec un peu de recul, on ne peut que conclure que nous allons à la catastrophe, et cela, par plusieurs voies simultanées, qui ne manquent pas de s'entrecroiser. C'est peu dire que l'opinion publique n'est pas clairement avertie de ce danger. Toute la logique de la vie politique, médiatique, et numérique va au contraire dans le sens d'une anesthésie insidieuse des consciences, voire d'une lobotomie généralisée des esprits, parce que la combinaison historique des intérêts est de voiler tout ce qui dépasse l'horizon du plus court terme, celui dans lequel ils peuvent se déployer. Ce qui fait la solidité redoutable de ce système, c'est qu'il a obtenu l'adhésion des masses par la domination des mécanismes de formation des représentations, par la diffusion de ce nouvel opium qu'est le divertissement que diffusent tous les écrans, petits et grands, construisant un monde virtuel qui recouvre le monde réel et finalement s'y substitue.

Ces chemins qui mènent au désastre peuvent s'énumérer.

Le premier est le seul à être relativement présent dans le débat politique. C'est le défi de la transition écologique. Il n'y a sur ce point rien à ajouter à la mise en garde de 15 000 scientifiques, lundi 13 novembre 2017, nous rappelant que la « destruction rapide du monde naturel » est la voie la plus évidente vers la catastrophe. La question du réchauffement climatique, comme celle du ravage de la biodiversité ne seront jamais résolues (ou leurs conséquences affrontées) sans un sursaut d'un très grand nombre de citoyens. La crise sans précédents que connaît actuellement le monde avec le coronavirus s'inscrit tout à fait dans cet avertissement.

Le second est quasiment absent des débats politiques et n'est évoqué par la presse et les médias que de façon périphérique ; c'est le danger que constitue l'humanité augmentée, c'est-à-dire en vérité l'humanité diminuée de toutes les facultés abandonnées aux prothèses numériques, aux cyber-organes, et autres implants bioniques. Cet abandon – impliquant fatalement la sclérose des régions corticales concernées devenant obsolètes - est déjà effectif par rapport aux tablettes communicatives, aux objets connectés, provisoirement encore extérieurs aux corps. La baisse observée dans plusieurs pays du QI en est le signe, que l'on cherche à voiler en l'imputant exclusivement aux perturbateurs endocriniens.

Le troisième est celui de l'extinction du politique. Certes, Marx le prophétisait, mais dans le contexte d'un épanouissement des individualités et de leur libre coopération. C'est au contraire une humanité réduite à l'état de quasi-robots que cet effacement des puissances publiques est en train de produire, par la juridisation déjà largement en cours de nos sociétés, par leur régulation économique par des systèmes de règles impersonnelles, comme c'est largement le cas dans l'Union Européenne, et surtout dans l'avenir proche par la généralisation des prises de décisions par des algorithmes. On s'achemine vers des sociétés automatisées, réalisant de façon imprévue le rêve de Saint-Simon de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses.

Le quatrième est en fait l'autoroute qui englobe ces trois premières voies, celui de la marchandisation totale de la société. C'est un mouvement profond qui résulte d'un faisceau de forces culturelles, sociales, et politiques. La totalité des actions humaines est en passe d'être englobée dans une logique de marché. C'est même la forme privilégiée dans laquelle s'exprime aujourd'hui l'idée même de progrès. Or, l'univers marchand ne produit aucune forme de sociabilité, et, au contraire, comme l'a montré Polanyi dans « la grande transformation », l'encastrement de la société dans l'économie ne peut qu'aboutir à de la régression sociale. Une humanité totalement soumise à la logique marchande ne peut être qu'une société violente, sans ciment social, d'hypertrophie de l'égoïsme, de faillite de toute forme de solidarité, de crispation identitaire.

La cinquième voie de cet itinéraire catastrophique, et qui elle aussi s'emboîte logiquement avec les autres, c'est celle de l'instauration d'une société de surveillance. La pratique de la communication par les réseaux sociaux aboutit à réaliser le vœu du créateur de Facebook, Mark Zuckerberg, d'abolition de l'anachronique distinction entre vie privée et vie publique. La société de transparence s'installe à tous les étages de la société. Par le travail de forces profondes de l'évolution sociale, des pulsions comme l'indignation ou la condamnation l'emportent sur la compréhension ou la commisération. La défiance généralisée produit l'agressivité comme norme dans les relations sociales, et les nouveaux moyens de diffusion font de la délation une pratique ordinaire, se substituant aux précautions qu'imposaient les règles juridiques. La sophistication des moyens de surveillance, avec l'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale, la traçabilité induite par la possession de plus en plus obligée de smartphones, que la pandémie donne l'occasion d'expérimenter rendent quasi-inéluçable cette évolution.

Quelles raisons font craindre que rien ne va changer ?

Le scénario qu'il faut craindre, est hélas le plus réaliste... C'est celui d'un faux changement, d'une parodie de changement qui cacherait en fait le renforcement du système, et la confirmation des orientations qui nous mènent à la perte.

L'économisme de certains responsables au plus haut niveau, à commencer par celui du Président des Etats-Unis, fait que le souci de l'économie l'emporte sur celui de la santé, et sur celui des ravages du coronavirus. Ainsi, lundi 23 mars, à Larry Kudlow, sur son conseiller économique, affirmant « *nous ne pouvons pas fermer l'économie. Le coût est trop lourd pour les individus* », Trump surenchérisait : « *Nous n'allons pas cela se transformer en un problème financier de longue durée* ». La hiérarchie des préoccupations est claire. (1)

Malgré le fiasco de la théorie de l'efficacité des marchés financiers en 2008, une grande partie des économistes restent convaincus que les mécanismes de marché restent pertinents pour résoudre n'importe quel problème, et pour obtenir l'indispensable infléchissement des comportements. Ainsi, Jean Tirole, prix Nobel d'économie 2014, tout en dénonçant le court-termisme et en affirmant la nécessité de changement, écrit discrètement « *Cependant, nos efforts depuis trente ans pour changer la norme sociale en matière de climat sans introduire d'incitations financières suffisantes ont été vains* » (2) Cette orientation vers des remèdes puisés dans l'arsenal du libéralisme classique semble déjà amorcée en France avec les toutes récentes ordonnances offrant aux entreprises toute latitude concernant le temps de travail, le chômage partiel et les congés payés...

Un autre facteur très puissant s'oppose à de véritables changements : le « solutionnisme », courant de pensée né dans la Silicon Valley, soutenant que tous les problèmes environnementaux ou sociaux peuvent être résolus par l'usage des nouvelles technologies. C'est également une prétention au changement, mais dans une direction qui ne mène qu'à l'impasse. Certes, ces nouvelles technologies sont d'un grand secours dans la crise actuelle ; l'application Covidom est utile, des masques sont rapidement fabriqués grâce à l'impression 3D, Google aide financièrement les institutions de santé et les PME, et évidemment la sociabilité numérique se substitue aux relations sociales ordinaires. Mais ces « solutions » sont – en se situant dans le long terme – en même temps des causes de la désintégration du monde et de nos sociétés (3)

De ce point de vue, l'organisation du travail, mais aussi les modalités de la communication sociale dans son ensemble pendant la période de confinement pourraient être prises pour les prototypes de ce qu'elles seront à l'avenir, voire être pérennisées. Les entreprises géantes du numérique pèseront lourdement en ce sens. Ainsi Luc Ferry, dans Le Monde du 27 mars écrit : « *Je prends aussi le pari que l'avenir montrera vite que cette crise ne changera au final que très peu de choses. Certes, elle touchera durement des personnes et des entreprises, pas le système de la mondialisation libérale que consacre au contraire la logique des Gafa: jamais smartphones et tablettes n'ont autant servi!* ».

La pesanteur la plus forte s'opposant à l'orientation vers des changements réels vient du corps social lui-même. Bruno Latour écrit : « *dans la mutation écologique : cette fois-ci, l'agent pathogène dont la virulence terrible a modifié les conditions d'existence de tous les habitants de la planète, ce n'est pas du tout le virus, ce sont les humains!* »(4). L'intense et constant conditionnement par cette idéologie portée par ces maîtres du monde, diffusée par tout le système médiatique/numérique, à commencer par le tsunami publicitaire permanent, transforme le citoyen en *homo numericus*, addict aux nouvelles technologies de l'information. Si son attitude politique ne se borne pas à l'abstention, son vote aura toutes les chances de conforter les thuriféraires de cette nouvelle utopie techniciste.

Les grandes pistes d'un véritable changement de cap

Il faut absolument imposer – pour commencer - à nos gouvernants les orientations suivantes :

Opérer une véritable dé-globalisation

Le terme « globalisation » est ici préféré à « mondialisation », mais peu importent les termes. Il est urgent de réorganiser les échanges sur une base territoriale à taille humaine, et de restaurer l'autonomie de ces espaces en ce qui concerne les produits de première nécessité, énergétiques ou stratégiques. Tout a été dit sur la nécessité d'en revenir à des circuits courts concernant l'alimentation.

Cela ne consistera pas en une clôture systématique des frontières, mais en une adaptation de l'échelle pertinente des espaces géographiques selon les produits. Cette échelle ira du local au mondial, en passant par la nation et l'Europe, et devra être le résultat de décisions politiques, au lieu d'être soumis aux seules lois des marchés.

Il en ira de même des flux culturels ; il ne faut pas renoncer à la richesse de la confrontation des idées, des informations, des œuvres d'art, des expériences de métissage culturel, et des cultures en général à l'échelle de la planète ; mais il faut se délivrer de l'hégémonie des industries culturelles dont l'épicentre est aux Etats-Unis.

Amorcer la dé-marchandisation du monde

La soumission générale des toutes les activités humaines à la logique du marché, qui est à la base du néolibéralisme est définitivement et spectaculairement disqualifiée, avec cette pandémie, à commencer par la santé ; la désintégration du système hospitalier par l'application de la logique financière à sa gestion en est le premier exemple tragique.

Pour refaire société, il faut aussi délivrer du cancer marchand un certain nombre de secteurs, en tête desquels se trouvent le sport, l'art, l'information, la culture...

Sortir de la logique des marchés, c'est aussi introduire dans les décisions politiques (notamment locales) des critères comme la beauté de l'environnement, ou le respect du silence.

Opérer pour cela des processus de déprivatisation

De tels objectifs impliquent de substituer à la propriété privée d'autres formes d'organisation de la production, de façon peut-être révisable, avec des modalités variables adaptées à chaque secteur..

- La restauration de services publics puissants et efficaces est impérative
- Il faudra étendre le champ de l'économie sociale, favoriser la vie associative ⁽⁵⁾
- Trouver de nouvelles formules pour mettre en application l'idée des « biens communs », qu'il conviendra de définir démocratiquement.

Ces orientations doivent être le produit de débats dans lesquelles s'engagent tous les citoyens, ce qui implique aussi une réflexion sur le bon fonctionnement de la démocratie. Car il est impensable d'imposer cet indispensable changement de cap par la coercition. Il nous faut absolument pour cela gagner d'abord le combat de l'hégémonie culturelle, pour le dire en termes gramsciens ; ou, plus sobrement, en un mot : convaincre.

¹ « Coronavirus : les Etats-Unis paniquent face à leur économie en chute libre » Arnaud Leparmentier Le Monde du 24 mars 2020

² « Allons-nous enfin apprendre notre leçon ? » Jean Tirole, Le Monde 25 mars 2010

³ Voir lettre d'information de l'eccap n°=21: Las Vegas, capitale de la mystification 31/01/2020

⁴ « La crise sanitaire incite à se préparer à la mutation climatique » Bruno Latour, Le Monde 25 mars

⁵ « Le modèle des associations gestionnaires est-il terminé ? » Philippe Langevin Eccap